

Quoi de neuf pour cette rentrée ? La boussole devient folle.

Liminaire FO • 27 août 2025

Force Ouvrière dénonce les dérives managériales et les attaques frontales contre les droits et la santé des salariés.

Tout d'abord, à l'occasion de ce premier CSE du nouveau directeur, comment ne pas souligner l'instabilité chronique à la tête du réseau France 3 ? Avec l'arrivée du 6^{ème} directeur en seulement 7 ans et demi.

Alors même si nous lui souhaitons évidemment la bienvenue, comment ne pas souligner ce turn-over ahurissant qui traduit un manque criant de vision stratégique et de continuité. Chaque année devient l'occasion d'un nouvel organigramme, augmentant le mille-feuille managérial, à mesure que les échelons subalternes sont déplumés. Cette valse des directeurs n'est pas anodine, elle érode la confiance des salariés et fragilise notre mission de service public. D'autant que la situation est pour le moins instable à tous les échelons de l'entreprise :

Le rapprochement avec France Bleu, présenté comme une "synergie" sous le label "ICI", n'est rien d'autre qu'une fusion déguisée qui menace l'identité et l'autonomie de France 3. Ce projet imposé, qui risque de diluer notre offre télévisuelle régionale au profit d'une plateforme numérique hybride, où les spécificités de la télévision publique passent au second plan. Nos téléspectateurs, au grès des changements de programme et d'horaires étaient déjà hagards, ils sont désormais perdus. Les salariés du réseau sont en première ligne, avec la mise en place d'une baisse d'activité ce qui engendre une chasse aux ETP sauvage, et une disparition des salariés en CDD. Des réorganisations qui dégradent les conditions d'exercice et menacent les emplois et les métiers. Nous dénonçons cette opération qui privilégie les économies budgétaires au détriment de la qualité technique, éditoriale, de la proximité avec notre public, mais aussi au détriment du bien commun.

Force Ouvrière appelle à une suspension de ce rapprochement tant que ses impacts sociaux n'auront pas été évalués en profondeur par les instances représentatives.

Enfin, la dénonciation de l'accord collectif, annoncée juste avant l'été est un acte de provocation inacceptable. Lequel d'entre-nous a eu des vacances reposantes après une telle annonce ? L'accord, signé en 2013, encadre nos conditions de travail, nos rémunérations, nos droits sociaux et nos équilibres vie professionnelle/vie personnelle. En le dénonçant unilatéralement, la direction de France Télévisions ouvre la voie à une remise en cause générale de nos acquis, sous prétexte de "modernisation" et de plan stratégique 2025-2030. C'est une attaque frontale contre le dialogue social, ignorant les organisations syndicales et méprisant les salariés. Force Ouvrière refuse cette logique de régression sociale.

Alors bienvenue monsieur le directeur, mais également bon courage car vous l'aurez compris, face à ces menaces cumulées, Force Ouvrière réaffirme son engagement aux côtés des salariés du réseau. Nous ne laisserons pas le service public audiovisuel être démantelé par des décisions opaques et autoritaires.